

DISCOURS D'EDGARD PISANI  
ASSEMBLÉE NATIONALE  
SÉANCE DU MERCREDI 22 MAI 1968

lu par Dominique Deloche

## Discussion sur la motion de censure

**M. le Président.** La parole est à M. Pisani. (*Applaudissements sur de nombreux bancs de l'union des démocrates pour la V<sup>e</sup> République et des républicains indépendants.*)

**M. Edgard Pisani.** Il n'était pas besoin d'être grand clerc pour prévoir la révolte estudiantine ; il n'était pas besoin d'être grand clerc pour prévoir que le cours social en serait totalement ébranlé : l'analyse révèle que notre université ne correspond plus à sa fonction, que notre société est devenue totalement inadaptée aux ambitions des hommes qui la composent ; enfin, l'histoire enseigne que les grands sursauts ont

toujours été provoqués par les classes déterminantes ou dominantes : jadis les paysans, en 1789 les boutiquiers, au XIX<sup>e</sup> siècle les ouvriers, aujourd'hui les détenteurs du savoir : étudiants et cadres.

Je voudrais analyser le sens de la révolte et les exigences de la société moderne, aborder le sens de notre débat pour expliquer enfin les fondements de mon vote.

La crise est générale : Berkeley, Prague, Tokyo ; en France, elle est passée de la Sorbonne à nos usines, elle est latente dans le monde agricole. Mais elle prend chez nous une allure, une force, une signification différentes de celles qu'elle revêt ailleurs. Nos réflexes ancestraux sont à l'origine de cette situation ; en France l'État pouvant tout, décidant de tout, ramenant tout à lui, polarise de ce fait toutes les révoltes ; elle prend chez nous un tour particulier parce que notre société est cloisonnée et faite de castes, parce que nos structures sont rigides et inadaptées.

Elles ont pris un tour particulier, ces révoltes, parce que nos structures universitaires ne correspondaient en rien à nos

besoins, parce que, enfin, l'usage qui est fait des institutions n'est pas tel qu'il soit de nature à donner au citoyen le sentiment d'être concerné par une évolution qui le menace.

Mais l'explosion est riche de beaucoup de promesses, à condition que nous sachions dépasser nos querelles et l'aborder telle qu'elle est. Un journaliste suisse n'écrivait-il pas avant-hier : « La France s'est retrouvée » ?

Oui, les jeunes nous disent nos problèmes.

Or, face à cette révolte, le Gouvernement a choisi le pourrissement.

Monsieur le Premier ministre, il est difficile de juger des hommes avec lesquels on a travaillé. Mais pouvais-je imaginer une seconde qu'ils auraient été à ce point absents dans un événement aussi grave ? (*Applaudissements sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*)

Messieurs, je n'ai que faire de vos applaudissements ; ils sont un jeu pour vous et je ne m'amuse pas. (*Applaudissements sur divers bancs de l'union des démocrates pour la V<sup>e</sup> République.*)

Vous avez choisi le pourrissement, comme les plus tristes de vos lointains prédécesseurs si vilipendés. Et pis encore, vous trouvant en face de deux forces, l'angoisse et la revendication, vous avez choisi de vous mettre en position de répondre à la revendication pour ne pas répondre à l'angoisse. Vous avez choisi de céder sur l'accessoire pour ne pas mettre en cause une société qui pourtant est en cause.

Aussi l'ordre n'est-il plus guère entre vos mains.

Sans doute y a-t-il eu, dans la poussée à laquelle nous assistons, beaucoup de romantisme, beaucoup d'excès, excès de verbe et excès de gestes. Sans doute, ils ont pris de bien singulières attitudes ceux-là mêmes que M. Pierre Cot, tout à l'heure, couronnait trop aisément: je veux parler des membres du corps professoral. N'y a-t-il pas quelque chose de singulier dans le fait que les plus retardataires d'entre eux aient éprouvé soudain le besoin de se précipiter sans vergogne. (*Applaudissements sur de nombreux bancs de l'union des démocrates pour la V<sup>e</sup> République.*) Non pour apprendre, mais pour se sauver? (*Applaudissements sur les mêmes*

*bancs. — Protestations sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et du groupe communiste.)*

**M. René Cassagne.** L'exemple vient de haut !

**M. Edgard Pisani.** Il vous sera difficile de me faire perdre mon sang-froid, monsieur Cassagne !

**M. Robert Hauret.** Très bien ! Soyons sérieux !

**M. Edgard Pisani.** Notre société moderne ne doit pas être fondée sur des illusions.

Nous savons — et aucun d'entre nous ne peut le taire s'il a le sens de sa responsabilité — que, quel que soit le régime politique et le système adopté, 95 % des activités sont quasi identiques de pays à pays.

Nous sommes dominés par un appareillage mécanicien. Il est le même d'un bout à l'autre du monde, au moins dans les pays d'égal niveau.

C'est sur les 5 % qui restent que se joue toute la signification de la société : aucun d'entre nous ne peut laisser espérer

que demain il concédera n'importe quoi dans tous les domaines.

Mais c'est précisément parce que 95 % des activités sont figées, cristallisées, et donc redoutables, qu'il nous faut donner aux 5 % ce complément d'âme sans lequel la société n'est plus vivable. (*Applaudissements sur quelques bancs.*)

C'est dans la politique, dans le culturel, dans la communication des hommes, dans l'information, dans le système de nos collectivités locales qu'en définitive nous trouverons la compensation à cette cruauté que nous subissons du fait de l'évolution technologique et que nous faisons semblant d'ignorer, peut-être parce que, précisément, nous y échappons, alors que la majorité de nos concitoyens la subissent. C'est vers ces 5 % que constituent la culture et la politique que nous devons porter notre effort tout entier, parce que c'est en elles que réside la signification de l'humain passage.

Dans cette perspective, je voudrais aborder quelques-uns des problèmes qui se posent à nous et tenter de tracer les lignes suivant lesquelles, à mon avis, ils pourraient être traités

et résolu. Vous me pardonnerez, en cette heure où vous attendez avec impatience la fin du débat, de retenir si longtemps votre attention. J'évoquerai les problèmes du Plan, de l'entreprise, de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, des collectivités locales, de l'Université. Soyez sans crainte, je serai bref.

Le Plan, tel que nous le vivons, tel que nous l'avons sous les yeux, demeure en fait un excellent exercice de techniciens, assorti d'une parodie de consultation.

Les mécanismes qui se mettent en place, et auxquels j'ai été amené à participer par hasard, n'ont nullement pour objet de dégager, par des méthodes clairement définies, les orientations qui pourraient résulter de l'expression des besoins et des possibilités de la base. Ils se bornent à donner une escorte aimable aux travaux d'équipes, qui ne se préoccupent point d'écouter ou d'entendre. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Progrès et démocratie moderne et sur divers bancs.*)

Le Plan, de surcroît, tel que nous le pratiquons et non plus tel que nous le préparons, est fondé sur un taux d'expansion qui, nous le savons, n'est pas capable de susciter le renouveau dont nous avons besoin.

Nous savons qu'au-dessous de 4,5 à 4,75 % la totalité de la croissance est absorbée, dévorée par les mécanismes d'entretien du système productif. Ce n'est, en revanche, que dans la mesure où l'on dépasse ces 4,5 ou 4,75 %, c'est dans le point supplémentaire, que se joue, en réalité, la totalité du destin du pays et de sa signification. Jusqu'à 4,5 ou 4,75 %, on ne peut rien faire pour maîtriser les phénomènes. On se contente de les entretenir.

Au demeurant, les chances que nous offrons, en proposant un tel taux, à ceux qui, à la base de l'échelle des salaires, connaissent une situation critique, sont si minces qu'elles justifient leur désespoir.

J'en viens au problème de l'entreprise. Je crois que notre pays a démontré surabondamment qu'il était destructeur de l'entreprise, qu'il n'avait pas compris sa mission fondamen-

tale. En lui refusant les moyens de l'autofinancement et du profit, par égalitarisme ou par ignorance, nous avons appauvri non seulement l'entreprise, mais aussi l'appareil productif français. Nous avons confondu, par maladie congénitale, le revenu et le profit. (*Applaudissements sur de nombreux bancs de l'union des démocrates pour la V<sup>e</sup> République et du groupe Progrès et démocratie moderne.*)

Le résultat de cette confusion est que, faute de profit, nos entreprises sont hors d'état de faire face à la concurrence.

Si nous acceptons de donner à l'entreprise cette marge qui lui est nécessaire, il faut en revanche qu'elle renonce à la conception patronale de droit divin et qu'elle admette la section syndicale d'entreprise : l'ouvrier, tout comme le cadre et le travailleur, doit savoir quel destin lui révèle l'évolution de l'entreprise. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Progrès et démocratie moderne, des républicains indépendants et sur quelques bancs de l'union des démocrates pour la V<sup>e</sup> République.*)

Il n'y a pas de toute façon contradiction entre cette restauration nécessaire de l'entreprise et l'instauration en son sein d'un système de confrontation, de concertation. Comment voulez-vous que les hommes qui consacrent leur temps à une tâche, à un poste, et qui apprennent par la presse — ou par des ragots — que des concentrations ont lieu, que des mutations sont préparées, n'en viennent pas à considérer leur travail comme un esclavage dès lors qu'on ne leur dit pas comment les choses sont envisagées, et si on ne leur donne pas l'occasion d'exposer leurs problèmes propres face à celui de l'exigence économique?

Donc, l'entreprise, oui, mais, au sein de l'entreprise, la force des hommes au travail doit être reconnue. (*Applaudissements sur de nombreux bancs de l'union des démocrates pour la V<sup>e</sup> République, des républicains indépendants et du groupe Progrès et démocratie moderne.*)

L'aménagement du territoire, monsieur le Premier ministre, est d'autre part une de vos grandes ambitions. Vous lui avez consacré tous vos soins. Peut-être avez-vous confondu la

somme des mesures que vous avez prises avec une conception globale, politique, de l'aménagement du territoire.

L'aménagement du territoire, ce n'est pas la somme d'un pont, d'une usine, d'une prime, d'une école : l'aménagement du territoire, c'est la découverte des ressorts intimes de chacune de nos régions et l'apport à chacune d'entre elles des éléments complémentaires qui lui permettront de dépasser le seuil à partir duquel des phénomènes négatifs deviennent positifs. C'est un effort qui apporte aux hommes nés en province la certitude qu'ils n'auront pas à monter à Paris pour accomplir leur destin, s'ils ont du talent. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

L'aménagement du territoire, c'est un système bancaire qui confronte l'entrepreneur provincial, non pas à un caissier simple, mais à un financier responsable.

L'aménagement du territoire, c'est l'expansion culturelle, le sentiment d'appartenir à une civilisation qui ne passe pas loin du village où l'on est né, de la ville que l'on habite. (*Applaudissements sur quelques bancs de l'union des démo-*

*crates pour la V<sup>e</sup> République, des républicains indépendants et du groupe Progrès et démocratie moderne.)*

Dans vingt-cinq ans, la superficie des villes françaises aura doublé et la majeure partie de la population sera concentrée dans les centres urbains.

Quel effort — et sachez que je plaide coupable, puisque j'ai moi-même assumé des responsabilités dans ce domaine et que j'ai conscience de n'avoir point apporté de réponse positive au problème — quel effort nous faut-il faire pour concevoir la ville future, pour que la somme de ses commodités n'écrase pas, n'étouffe pas la nécessaire communauté des hommes, pour que la circulation des véhicules ne fasse pas obstacle à celle des hommes, pour que les individus puissent, tour à tour et à leur gré, se sentir à la fois solitaires et solidaires, car c'est cela l'urbanisme!

Quel effort n'avons-nous pas à faire pour découvrir une vie plus humaine!

Mais l'urbanisme est-il concevable sans un système de collectivités locales convenables? Un groupe d'ingénieurs des

ponts et chaussées s'est rendu, voici quelque deux ans, en Angleterre, en Hollande et en Finlande. Il a constaté la très grande qualité de l'urbanisme dans ces pays. Et ces technocrates — il leur arrive à eux aussi d'être sensibles — ont conclu que l'aménagement n'était point la seule affaire des architectes et des ingénieurs, mais d'abord affaire de responsabilités locales. Il n'y a pas de bon urbanisme sans véritable responsabilité des autorités locales. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Progrès et démocratie moderne, des républicains indépendants et sur quelques bancs de l'union des démocrates pour la V<sup>e</sup> République.*)

Monsieur le Premier ministre, pour faire face à ce problème, vous avez, avec un mélange d'audace insuffisante et d'excessive prudence, déposé un projet de loi sur la réforme communale. Compte tenu de l'ampleur du problème posé, ce texte me paraît dérisoire.

Ce n'est pas avec des ajustements, des replâtrages, des procédures habiles que l'on créera un véritable système de collectivités locales. C'est en plaçant les maires devant leurs

responsabilités, en leur disant sans ambages que 38 000 communes ne peuvent pas s'administrer et se développer d'elles-mêmes. C'est en ayant le courage de leur dire qu'en réalité il y a une complicité inconsciente mais profonde entre ceux qui veulent la centralisation et ceux qui refusent catégoriquement le regroupement des communes. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

Car jamais la décentralisation ne se réalisera sur 38 000 communes, de même qu'il n'y aura jamais de décentralisation sur 95 départements.

**M. Robert-André Vivien.** Très bien !

**M. Edgard Pisani.** Donc, le remembrement des collectivités est la première condition de la décentralisation. (*Applaudissements sur les mêmes bancs.*)

La seconde condition en est la décentralisation financière. Comment voulez-vous que la dignité des hommes et des institutions apparaisse quand un maire et son conseil municipal, alors qu'en réalité ils ne votent que 10 % de la dépense totale de la commune, se proclament, aux yeux de leurs élec-

teurs, les véritables responsables et les véritables auteurs d'un investissement qui, pour 90 %, est supporté par l'État? (*Protestations sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*)

**M. Charles Privat.** C'est l'inverse!

**M. Edgard Pisani.** J'ai dû mal m'expliquer...

En réalité, dans les petites communes — et je suis maire d'une petite commune — il est rare que, pour les équipements communaux fondamentaux, la part de financement supportée par l'impôt local soit supérieure au pourcentage que j'indiquais à l'instant. (*Exclamations sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*)

**M. Xavier Hunault.** Pour les abattoirs, 80 % sont à la charge des communes.

**M. Edgard Pisani.** Dans la majorité des cas, vous ne pouvez nier que la part communale soit très modeste.

**M. Raymond Triboulet.** Actuellement, des mairies sont occupées. Voilà la vérité!

**M. le président.** Laissez poursuivre M. Pisani, il a seul la parole.

**M. Edgard Pisani.** Je ne veux point éterniser ce débat fondé sur un malentendu. Je souhaite en tout cas une décentralisation financière qui rende le conseil municipal, dès lors qu'il décide un investissement, responsable de l'intégralité de son financement. Le temps des démarches et le temps des notables, dont l'existence n'est justifiée que par la capacité de faire ces démarches, sont désormais révolus. L'heure est venue d'une autonomie véritable des collectivités.

Je souhaite, allant plus loin encore, j'ai d'ailleurs eu l'occasion de l'écrire, que le problème soit posé de telle sorte que notre démocratie ne se trouve plus exprimée en un édifice, avouez-le, singulier : à la base, une commune disposant d'une assemblée élue et d'un budget, mais sans responsabilité véritable ; au niveau supérieur de la coopération intercommunale, un conseil non élu mais disposant d'une responsabilité en matière d'investissements ; à l'échelle du départe-

tement, une assemblée élue, un budget et pas de responsabilité profonde ; à celle de la région, pas d'assemblée élue, pas de budget mais la responsabilité de l'avenir.

J'estime urgent qu'une réforme des collectivités locales fasse enfin correspondre l'élection, la responsabilité financière et la responsabilité du destin local. *(Applaudissements sur de nombreux bancs de l'union des démocrates pour la V<sup>e</sup> République, des républicains indépendants, du groupe Progrès et démocratie moderne et sur quelques bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.)*

Je voudrais enfin aborder brièvement le problème de l'université. Nous avons accepté, pendant des générations, qu'elle soit la plus mauvaise image de nous-mêmes alors que le rôle de l'université est d'incarner notre idéal. Parce qu'elle doit être l'image de notre idéal, l'université doit être un élément de contestation dans la société.

En disant cela, je soulève, je le sais, des problèmes graves mais plus graves sont ceux d'une société qui ne comporte pas de ferment au niveau de son université. Or ce ferment

n'est concevable que dans l'autonomie des universités et dans la diversité pédagogique des éléments qui la constituent. Une telle orientation doit aboutir, non plus comme le disait M. Granet à un système d'élimination mais à un système d'orientation.

Face à cette situation, quel est le rôle de l'homme politique ?

Il n'est pas, comme jadis, de négocier les cas individuels. Il est d'être le truchement entre la fatalité de ces 95 % d'activités si redoutables et les hommes qui les redoutent. Il est de faire accepter par les hommes les conséquences d'une évolution technologique qui les menace. Il est de négocier avec l'administration et le Gouvernement — qui doivent toujours garder le sens profond de ces nécessités afin que l'homme en subisse le moins possible les conséquences.

Nous ne pouvons plus laisser croire aux hommes que les structures agricoles sont pérennes, que tous les agriculteurs continueront à vivre dans l'exploitation de leur père. Nous ne pouvons plus dire à ceux qui en vivent que toutes les en-

treprises dureront, que le petit commerce proliférera, alors que les grands magasins se développent.

Nous ne pouvons plus dire aux citoyens que la machine n'élimine pas du travail. Notre rôle est au contraire de prendre en compte ces évolutions, d'en mesurer les caractères inéluctables et de négocier toutes les décisions pour que l'homme n'en soit pas la victime. Nous n'avons plus le droit de faire semblant de croire que ce sont des technocrates aveugles qui peuvent nous imposer l'évolution. L'évolution s'impose d'elle-même.

Je voudrais maintenant parler de notre débat.

Monsieur le Premier ministre, votre gouvernement a bénéficié de toutes les forces, de toutes les chances qui toujours manquèrent aux gouvernements de la France. Il a bénéficié de l'appui d'un homme à nul autre second. Il a mis à son actif, et il aurait pu en exploiter les bénéfiques conséquences, la paix, la stabilité monétaire, l'accroissement des investissements, des institutions adaptées aux exigences du monde moderne. Il pouvait se targuer, le Président de la République

aidant, d'avoir hissé la France à un niveau supérieur à sa dimension.

Or ce gouvernement n'a su ni prévoir ni faire face. Car peu à peu, comme irrésistiblement, il a été préoccupé de durer plus que de gouverner et de préparer notre avenir. Il est condamné ce soir ou demain : chacun le sait ; or, on nous demande de consacrer ici son existence. Car il a été proclamé d'avance — et peut-être abusivement — que la censure entraînait inéluctablement la dissolution, les possibilités qu'offre la Constitution étant ainsi restreintes à une seule solution, au risque même de perdre les institutions. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Progrès et démocratie moderne et sur divers bancs.*)

En réalité, la seule issue, la vraie issue, eût été de laisser chacun s'exprimer librement et, la censure une fois acquise, si elle l'avait été, de constituer un autre gouvernement chargé de rétablir l'équilibre avant de recourir à des élections, et de répondre avant celles-ci aux préoccupations essentielles et

aux revendications immédiates dont la satisfaction conditionne le retour à la vie normale.

Il fallait savoir décider et savoir promettre. Certes, je mesure le coût financier, économique, social, politique de la crise que nous traversons et ma conviction est qu'il faut y mettre immédiatement un terme. Mais, je sais surtout que, dans la crise, risque de succomber ce à quoi peut-être nous tenions profondément : les institutions, la position de la France dans le monde, l'ouverture sur l'Europe. Car la machine est en route et, demain, parce que les revendications ouvrières feront peser sur l'industrie française une charge trop redoutable, vous vous trouverez en face d'une demande légitime de report de la date fatidique du 1<sup>er</sup> juillet et vous nierez les engagements que vous avez pris à l'égard de l'Europe, vous briserez une grande entreprise qui, malgré les problèmes qu'elle nous posait, était devenue une grande espérance.

En liant censure et dissolution, vous rendez la solution du problème quasiment impossible : vous avez mis en cause le

régime, vous déconsidérez le Parlement. Je voterai donc la censure.

En quittant le Gouvernement il y a un an... (*Mouvements sur divers bancs.*)

Je n'autorise personne à m'applaudir. (*Exclamations sur divers bancs de l'union des démocrates pour la V<sup>e</sup> République et de la fédération de la gauche démocrate et socialiste.*)

**Un député de l'union des démocrates pour la V<sup>e</sup> République.** Mais personne n'applaudit.

**M. Edgard Pisani.** En quittant le Gouvernement il y a un an...

*Plusieurs députés de l'union des démocrates pour la Ve République: Pisani au pouvoir!*

**M. Edgard Pisani....**] 'ai proclamé à mes dépens mes refus et mes craintes.

*Un député de l'union des démocrates pour la V<sup>e</sup> République: Votre rancœur.*

**M. Edgard Pisani.** Depuis, j'ai soutenu le Gouvernement et j'ai tenté d'analyser et de dire les problèmes qui nous assaillent.

Il y a quinze jours, par exemple, j'ai fait connaître au ministre de l'Éducation nationale les raisons de mon angoisse. Ce qui s'est produit depuis m'a irrémédiablement, irrésistiblement écarté de vous.

Suivant la tradition française, je suis l'élu de toute la nation, mais je dois aussi des comptes à mes électeurs angevins. Je m'acquitte de ma tâche en votant la censure. Mais, ce faisant, je romps par force majeure mon contrat avec ceux qui m'ont désigné comme leur député dans le cadre de la majorité V<sup>e</sup> République. Il me faut donc me soumettre au verdict populaire.

Tel est le sens que j'ai de la démocratie, du fonctionnement des institutions et de la morale politique. Je démissionnerai donc de mon mandat après avoir voté, mais je me représenterai, car le combat politique ne s'arrête point pour moi.

Vous m'opposerez un candidat, monsieur le Premier ministre.

Vous ferez tout pour que je sois battu. Et pourtant, j'ai le sentiment d'être, plus que vous, quoi que vous en pensiez et sans doute quoi qu'il en pense lui-même, fidèle à l'homme pour qui je proclame mon admiration, que j'ai suivi dans la Résistance, que j'ai soutenu dans la restauration de la République, dans la construction de la paix, dans la recherche de la stabilité et, modestement, dans le rétablissement de la grandeur de la France. Car mon objet n'est pas l'aventure, il n'est pas l'ordre imposé par la force que vous serez condamné à utiliser demain, mais l'ordre souhaité par tous parce que fondé sur la justice et garant de la liberté, l'ordre humain qui établira cette société qu'il faut enfin construire. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe Progrès et démocratie moderne, sur plusieurs bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et sur divers bancs.)*

**M. le président.** La parole est à M. le Premier ministre.

**M. le Premier ministre.** L'intervention de M. Edgard Pisani ne peut pas rester sans une brève réponse de ma part.

Je suis très sensible au trouble de conscience que M. Pisani a exprimé à la tribune et je comprends, dans les circonstances extrêmement sérieuses que vit la France, que chacun et chacune, sur ces bancs comme ailleurs, s'interroge sur la voie à suivre et sur une décision à prendre en conscience.

Néanmoins, il ne faut pas tout ramener à un problème intérieur et il faut admettre qu'il ne peut y avoir d'action politique dans un pays que si des hommes se groupent, se rassemblent sous une bannière qui offre une possibilité de majorité et d'adhésion générale du pays.

C'est pourquoi, tout en respectant la décision individuelle prise par M. Pisani, je ne puis m'empêcher de penser et de constater qu'elle est purement négative.

En votant la censure, M. Pisani peut provoquer, ce soir, l'absence de gouvernement. Après quoi, nous dit-il, il reviendra devant ses électeurs, ce qui est fort courageux mais qui ne peut pas résoudre le problème de la France.

Il faut qu'il y ait un gouvernement, il faut qu'il y ait un pouvoir (*Interruptions sur les bancs de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et sur divers bancs*) et M. Pisani ne nous a pas dit quel était le pouvoir qu'il voulait, le gouvernement qu'il souhaitait.

Je ne lui ferai pas l'injure, bien entendu, de penser que mon Gouvernement, après avoir été convenable pendant cinq ans, a perdu la voie droite et celle de la raison et du progrès depuis un an. Je suppose que ces critiques s'adressent aussi bien aux cinq années pendant lesquelles il a été mon collaborateur, souvent éminent, qu'à l'année pendant laquelle il ne l'a pas été. (*Très bien ! très bien ! sur les bancs de l'union des démocrates pour la V<sup>e</sup> République.*)

Je regrette que ces observations ne m'aient pas été faites plus tôt. En tout cas, je préfère quant à moi — tout risque de crise ministérielle mis à part — la position de M. Capitant car jusqu'à son dernier vote, celui-ci sera resté fidèle à l'engagement qu'il a pris devant les électeurs et il leur deman-

dera ensuite seulement d'approuver ou de désapprouver sa rupture avec le Gouvernement.

Enfin, on me permettra de dire que les manifestations de respect et d'admiration à l'égard du Président de la République, le général de Gaulle, sont toujours, dans cette Assemblée, accueillies avec émotion par tous ceux qui l'ont suivi et qui même si quelquefois ils s'en séparent sur tel ou tel point, savent ce que la France lui doit.

Mais ce qui n'est pas acceptable, ou en tout cas ce qui n'est pas tout à fait convenable, c'est de parler au nom du gaullisme contre de Gaulle. Ce qui n'est pas tout à fait convenable, c'est de prétendre qu'en prenant position aujourd'hui ouvertement contre le Président de la République, contre son Gouvernement et contre sa politique, on lui est fidèle. La fidélité ne consiste pas à tromper, monsieur Pisani! (*Applaudissements sur de nombreux bancs de l'union des démocrates pour la V<sup>e</sup> République.*)

**M. Edgard Pisani.** Je demande la parole.

**M. le président.** La parole est à M. Pisani, pour une brève réponse à M. le Premier ministre.

**M. Edgard Pisani.** Monsieur le Premier ministre, je ne sais quelle interprétation vous donnez de ma démission du Gouvernement il y a un an. Je pense qu'à vos yeux, en tout cas, elle signifiait bien que ma personne n'adhérait pas totalement à votre politique. Elle a marqué, et je suis étonné que vous l'ayez si peu compris, un profond désaccord sur les problèmes essentiels.

Pendant un an, j'ai tenté, parfois à mon corps défendant, de respecter la discipline de mon groupe et j'y ai réussi. Comprenez — comment ne le comprendriez-vous pas? — qu'il existe des heures dans la vie d'un homme politique où la conscience et la morale l'emportent nécessairement sur les engagements politiques. (*Interruptions sur les bancs de l'union des démocrates pour la V<sup>e</sup> République.*)

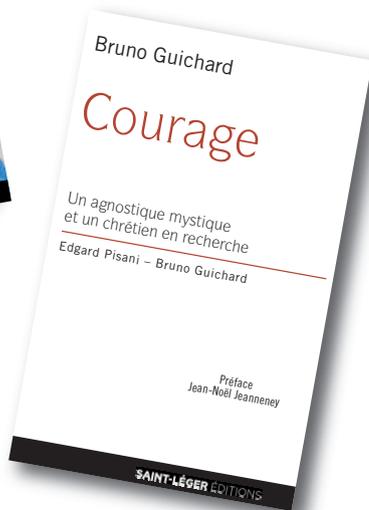
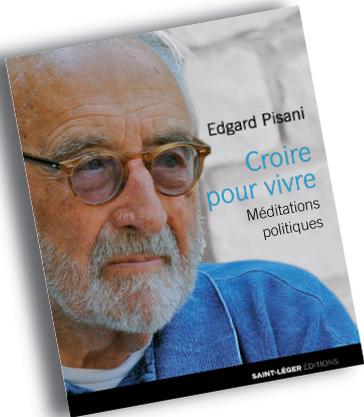
**Un député de l'union des démocrates pour la V<sup>e</sup> République.** La politique ce n'est pas la morale.

**M. Edgard Pisani.** Aujourd'hui, que chacun juge les choses comme il l'entend. Je conclurai en répondant à cette interruption, dont je ne connais pas l'auteur: le jour où la morale est trop éloignée de la politique, la politique ne vaut plus rien. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Progrès et démocratie moderne, de la fédération de la gauche démocrate et socialiste et sur divers bancs.*)

**M. le président.** Je n'ai plus d'orateur inscrit. La suite du débat est renvoyée à la prochaine séance.







Imprimé par Isiprint en mai 2015.  
© Albin Michel 1974 pour la première édition.  
© Feuilleage, 2015 pour la présente édition.